

revendique maintenant tout et tout de suite. Très fiers d'être Chinois, ils proclament bien haut leur amour de la patrie et ils l'ont écrit, sous de multiples styles d'idéogrammes, des milliers de fois sur la place Tian'anmen. Pour eux, l'Empire est humilié par la prospérité de Taïwan et de Hong Kong. Ils souhaitent maintenant que la Chine soit respectée pour sa prospérité économique et ils sont désormais convaincus que toutes les recettes de la réussite doivent être puisées en Occident.

Face à ce déferlement de revendications, le régime se replie sur la ligne dure et s'évertue à colmater les brèches et les fissures. Mais la Chine est aujourd'hui un pays plus poreux qu'autrefois. Même les paysans écoutent, sur ondes courtes, en langue chinoise, les radios étrangères. Le gouvernement ne dispose pas d'une parade très efficace pour contrer cet envahissement par des messages venus de l'extérieur. En continuant à affirmer tous les jours que la politique d'ouverture demeure, le gouvernement est désormais pris dans une crise qu'il ne sait plus «gérer».

Plus rien ne semble convaincre les Chinois de l'existence d'un vrai projet socialiste. Le gouvernement ne promet également plus rien, sauf un développement graduel qui va exiger patience, efforts et sacrifices. Mais là encore, le refus de toute réforme politique d'envergure condamne à l'improvisation. «Nous traversons le fleuve en cherchant le gué à tâtons», aurait dit Deng Xiaoping. La formule décrit le désarroi et traduit la difficulté réelle qu'il y a à se rendre sur une rive que l'on n'entrevoit même pas.

Sans projet réel, le gouvernement est contraint à l'immobilisme et ressort les vieilles méthodes d'autrefois dont la plus traditionnelle est de bien fixer chaque classe sociale et chaque groupe dans ses structures, son milieu, son institution et ses fonctions. Les grandes craintes viennent des villes, et ce qu'il importe d'éviter à tout prix, c'est l'alliance entre intellectuels et ouvriers.

Pendant tous les événements du printemps, la sympathie des ouvriers envers les étudiants ne s'est jamais démentie. Plusieurs fois, l'auteur de ces lignes a pu observer les ouvriers descendre des échafaudages d'immeubles en construction pour applaudir les cortèges étudiants. Partout, les usines ont tourné au ralenti; l'absentéisme pour «cause de manifestation» s'était répandu. En revanche, on a aussi pu noter que le soutien ouvrier ne fut jamais vraiment structuré pour se traduire en appui important. Pour passer de la sympathie à l'action, la classe ouvrière de Beijing manquait de syndicats organisés en véritable force politique. Et puis, quelques jours après la nuit tragique du 4 juin, les premiers contre-révolutionnaires qui tombèrent sous les balles des pelotons d'exécution furent des ouvriers de Shanghai. La portée et l'exemplarité du châtiement furent très vite comprises.

QUE FAUT-IL ATTENDRE DÉSORMAIS DE LA CHINE ?
À Beijing, comme dans les autres villes, la patience est devenue le mot d'ordre silencieux. De plus en plus avide de nouvelles de l'étranger, la

population urbaine chinoise cherche à tromper son désespoir en échafaudant mille scénarios. Les plus audacieux attendent le retour de Zhao Ziyang, les plus réalistes observent avec attention les manoeuvres politiques du comité central et n'entrevoient à court terme qu'une mainmise de plus en plus étroite de l'armée sur la société chinoise. Le Président de la République, Yan Changkun place les membres de sa famille aux postes clefs et bon nombre d'observateurs chinois sont persuadés que la dictature militaire ne prendra même plus soin de se dissimuler après la disparition de Deng Xiaoping.

À l'évidence, l'armée a perdu la confiance d'une bonne partie de la population. La légende de l'Armée populaire de libération au service du



peuple s'est quelque peu effritée. Les Chinois ont retrouvé la peur traditionnelle des soldats, et ces derniers sont aussi nombreux à très mal supporter le mépris dont ils font l'objet. Si l'on sait encore peu de choses sur les manifestations concrètes des divisions intervenues au sein de l'armée au mois de juin, on possède en revanche plusieurs témoignages sur les malaises profonds qui règnent au sein de cette dernière.

Le scénario roumain d'un basculement complet de l'armée en faveur de la cause populaire n'apparaît pas vraiment plausible en Chine. Trop d'unités demeureraient fidèles à un régime qui a su leur octroyer de nombreux privilèges et elles résisteraient longtemps avant de faire cause commune avec un éventuel mouvement général de contestation. Plusieurs dissidents demeurent toutefois persuadés qu'une grande partie des effectifs militaires suivraient assez rapidement un mouvement d'ampleur. Les plus radicaux osent dans leurs conversations souhaiter le changement, même au prix d'une guerre civile.

Ce type de discours est révélateur d'un désespoir profond et surtout des questions lancinantes que les Chinois se posent à propos de leur avenir. La principale d'entre elles demeure bien entendu l'orientation que pourrait prendre un changement radical de la société chinoise. Si l'on fait exception d'une minorité d'intellectuels imprégnés de

culture occidentale, personne ne conçoit la mise en place d'un système véritablement démocratique. Quarante ans de communisme ont à peine ébranlé les structures profondément féodales, et nombreux sont les interlocuteurs convaincus qu'un nouveau régime n'aurait d'autre choix que celui de recourir encore à la force pour imposer une forme de société plus «libérale».

Toute analyse des scénarios possibles se heurte inévitablement, en dehors de toute autre considération, à l'hypertrophie du phénomène démographique. Le poids de la population est non seulement une entrave économique, mais aussi l'obstacle incontournable dans la conception d'options politiques. Sociologues et analystes politiques chinois cherchent en vain des références à l'extérieur de leurs frontières, et ils doivent admettre très vite qu'aucun régime n'a eu, dans l'histoire du monde, à assurer la direction politique et démocratique d'un État de plus d'un milliard d'habitants. Toute l'histoire de la Chine a poussé à la centralisation; concevoir un mouvement inverse provoque des haut-le-coeur.

L'ÉVOCATION D'UN ÉBRANLEMENT POSSIBLE DE l'Empire figure très haut dans la liste des sujets de conversation les plus interdits. Parfois cependant, quelques interlocuteurs finissent par admettre qu'il n'y aurait pas d'autre solution que celle de la décentralisation des pouvoirs. Seule une régionalisation, couplée à des hypothèses confédérales ou fédérales, permettrait la gestion d'entités aux dimensions plus réduites et faciliterait l'apprentissage progressif des libertés publiques. Cette vision d'une Chine écartelée paraît encore peu pertinente et se justifie surtout comme l'aboutissement d'un processus lent et certainement douloureux.

En levant symboliquement la loi martiale, dont le sens véritable a plus de portée en Occident qu'en Chine, le Premier ministre Li Peng a bien décrit l'ordre répressif rétabli : «La vie et la production fonctionnent en bon ordre, l'approvisionnement est suffisant, le peuple vit et travaille dans la paix et le contentement».² Le «bonheur du peuple» planifié par le gouvernement appartient ainsi à la fois à la logique de la dictature et à celle de la bienveillance d'un despotisme confucéen qui se veut éclairé. En aucun cas conviendrait-il que les pays occidentaux soient dupes et continuent de témoigner au régime une complaisance trop appuyée. Il faut contrer, en revanche, les tendances à vouloir isoler la Chine; toute mesure en ce sens pénaliserait inévitablement la population chinoise et permettrait au gouvernement de mieux châtier encore derrière des murs plus épais. □

1. *Beijing Information*, 31 juillet 1989, p.19

2. *Le Devoir*, 11 janvier 1990, p.1